



**Caisse d'Allocations Familiales
De la Haute Garonne
24 Rue Riquet 31046 Toulouse cedex 9**



Marché à Procédure Adaptée

Réservation de places en crèche dans une structure
d'accueil de la petite enfance pour les enfants du
personnel de
la Caf de la Haute-Garonne

Cahier des Clauses Particulières

Procédure n°ELO4

Sommaire :

1 -	Parties contractantes	3
2 -	Cadre du marché	3
1.1	Objet :	3
1.2	Contrat Territorial Réservataire Employeur (ex contrat enfant jeunesse).....	3
1.3	Les valeurs de l'organisme :	4
3 -	Pièces contractuelles	4
4 -	Durée de l'accord-cadre	4
5 -	Forme de procédure de l'accord-cadre	5
6 -	Dispositions diverses relatives au Titulaire	5
6.1	Co-traitance :	5
6.2	Sous-traitance :	6
6.3	Changement de situation du Titulaire :	7
6.4	Redressement ou liquidation judiciaire :	7
7 -	Régularité de la situation fiscale et sociale du Titulaire.....	7
7.1	Vérification périodique de la régularité de la situation du Titulaire :	7
7.2	Sanctions en cas d'irrégularités constatées :	8
7.3	Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail :	8
7.4	Assurance responsabilité civile et professionnelle	9
8 -	Modalités d'exécution des prestations	10
8.1	Prestation attendue.....	10
	Dispositions relatives aux personnels	12
8.2	Dispositions financières.....	12
8.3	Communication et suivi de la prestation	13
8.4	Désignation des correspondants	14
9 -	Pénalités	14
10 -	Résiliation du marché	15
11 -	Responsabilité civile	16
12 -	Emission de bons de commande	16
13 -	Modification du contrat en cours d'exécution	16
14 -	Prix et règlement des comptes	17
14.1	Modalités de détermination des prix	17
14.2	Révision des prix	17
14.3	Nantissement - Cession de créance.....	18
14.4	Taxe sur la valeur ajoutée	18
14.5	Liquidation des dépenses.....	18
14.6	Avance forfaitaire	19
14.7	Etablissement de la facture	19
15 -	Litiges	22
16 -	Déroptions aux documents généraux	22

1 - Parties contractantes

Les parties concernées sont :

D'une part, la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne, représentée par son Directeur Monsieur Jean-Charles PITEAU, et désignée dans le présent document par l'expression « *l'Organisme* »,

d'autre part, la société prestataire du marché, désignée dans le présent document par l'expression « *le Titulaire* ».

Le pouvoir adjudicateur est le Directeur de la Caisse d'Allocations familiales, Monsieur Jean-Charles PITEAU. Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de la Caisse d'Allocations Familiales, Madame Céline FOURCADE.

2 - Cadre du marché

2.1 Objet :

Le marché porte sur la réservation par la Caf de la Haute-Garonne en tant qu'employeur, de places en crèche appelées également « berceaux » en faveur de ses agents qui ont la charge d'un enfant en bas âge (de 10 semaines à 6 ans maximum dans le cas d'un enfant porteur d'un handicap/maladie). Il s'agit d'un accueil de type collectif, en journée continue, avec prise des repas.

La Caf de la Haute-Garonne emploie 840 agents dont la majorité exercent leur activité professionnelle au Siège, situé au 24 rue Riquet 31046 à Toulouse. L'organisme souhaite faciliter l'exercice professionnel des jeunes parents en accompagnant la recherche de solutions de garde de qualité, adaptées aux besoins et aux contraintes horaires de ces salariés.

A ce titre la présente consultation concerne la réservation de berceaux dans une structure d'accueil de la petite enfance à proximité du siège de l'Organisme. Il est souhaitable que la structure retenue soit dans un rayonnement géographique facilement accessible à pied.

On entend par « berceau » le service minimum suivant :

- Une place complète disponible pour un ou plusieurs enfants, du lundi au vendredi, sauf les jours fériés,
- Au moins 220 jours ouvrés dans l'année civile,
- Une amplitude horaire d'ouverture d'une durée minimum de 10 heures par jour.

2.2 Contrat Territorial Réservataire Employeur (ex-Contrat Enfance Jeunesse)

Le marché est financé sur les fonds propres de la Caf de la Haute-Garonne, dans le cadre de ses budgets annuels de fonctionnement.

Ces structures doivent permettre à l'Organisme réservataire, à savoir la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne, d'être éligible au Contrat Territorial Réservataire Employeur (ex-Contrat Enfance Jeunesse) et donc de bénéficier du taux de cofinancement maximum.

Le Contrat Territorial Réservataire Employeur s'appuie sur une offre nouvelle de service ou d'une offre existante non préalablement réservée. Seules les places non prises en compte financièrement dans un autre Contrat Territorial Réservataire Employeur (ex- Contrat Enfance Jeunesse) ou ne bénéficiant pas du bonus territoire., doivent être proposées à l'Organisme.

2.3 Les valeurs de l'organisme :

De plus, l'organisme est attaché à différentes valeurs en mettant en œuvre :

- *Une charte de la laïcité*

Les Caf et leurs partenaires s'unissent ensemble autour de la charte de la laïcité. En s'y associant, les acteurs concernés œuvrent pour une laïcité partagée en plus du respect des valeurs de liberté, égalité et fraternité. Il s'agit ainsi de faire vivre une laïcité bien attentionnée où neutralité, liberté de conscience et dignité sont assurées pour le bien-être des familles et le bon fonctionnement de la structure. La charte sera communiquée au Titulaire.

- *La protection des données personnelles RGPD*

Les structures d'accueil de jeunes enfants sont amenées à enregistrer dans leur logiciel de gestion des informations personnelles sur les familles et les enfants accueillis.

Les fichiers nominatifs faisant l'objet d'un traitement informatisé doivent donc avoir été déclarés à la Commission Nationale Informatique et Liberté, et le numéro de déclaration être clairement identifiable (livret d'accueil, site internet, règlement...). L'article 15 détaille les attendus en matière de protection de données.

Au cours de l'exécution du marché, l'organisme pourra demander au Titulaire tout justificatif mettant en évidence ces éléments.

3 - Pièces contractuelles

Les pièces constitutives du marché sont des pièces générales et des pièces particulières. Les pièces générales bien que non jointes au présent marché, sont réputées connues des parties.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le candidat (conditions générales de vente du Titulaire, tarifs, documentation, et contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Ces pièces s'appliquent par ordre de priorité selon la liste établie ci-dessous :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.), complété et signé
- Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) ci-joint à accepter sans aucune modification

Pièces générales :

- Parties Législatives et Réglementaires du Code de la Commande Publiques en vigueur.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021),
- Arrêté du 16 juin 2008, modifié par l'arrêté du 19 juillet 2018, portant réglementation sur les marchés passés par les Organismes de Sécurité Sociale.

4 - Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre prend effet à compter de la date de réception de la notification d'accord. Cette réception se réalisera par notification via la plate-forme acheteur « Place ».

La durée initiale du marché est fixée à **12** mois, à compter du **1^{er} septembre 2025**.

Il est conclu pour une durée initiale d'un **(1)** an, renouvelable trois **(3)** fois de manière tacite. En cas de reconduction tacite, le Titulaire ne pourra s'y opposer.

L'Organisme se prononcera, pour une éventuelle non-reconduction, au moins deux mois avant la fin de l'accord-cadre.

La durée totale de l'accord-cadre ne pourra pas excéder quatre **(4)** ans.

L'Organisme pourra émettre des bons de commande pendant toute la durée de l'accord-cadre. Cependant, l'exécution des prestations commandées avant terme peut s'achever au-delà de la période de validité de l'accord-cadre pour répondre à un besoin spécifique. L'exécution du bon de commande ne pourra pas excéder 6 mois, à compter de la date d'échéance de l'accord-cadre.

5 - Forme de procédure de l'accord-cadre

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée, en application de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

En raison du Code CPV 85312110-3 Services de crèches et de garderies d'enfants (85000000-9 à 85323000-9 : Services de santé et services sociaux), le présent marché se réfère aux stipulations du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, exception faite des dérogations précisées au CCAP.

Il s'agit d'un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande mono-attributaire en application des articles R.2162-1 et suivants et R.2162-13 du code de la commande publique sans minimum et avec un maximum fixé ci-dessous :

- Un maximum de 5 berceaux par an pourra être réservé.
- Chaque année, un bon de commande sera émis indiquant le nombre de berceaux à réserver.
- En cours d'exécution, et dans l'hypothèse où le maximum annuel n'est pas atteint, il sera émis un bon de commande pour les naissances déclarées après l'émission du bon de commande annuel.

6 - Dispositions diverses relatives au Titulaire

6.1 Co-traitance :

6.2 Pour la présentation d'une candidature ou d'une offre, l'Organisme n'impose pas de forme juridique pour la constitution d'un groupement d'opérateurs économiques.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre public.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre public.

Dans les deux formes de groupements mentionnées ci-dessus, l'un des opérateurs économiques membres du groupement est désigné dans la candidature et dans l'offre comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Dans la candidature, chaque membre doit fournir la justification de ses qualités et capacités demandées ci-dessous. Les candidatures et les offres sont présentées, soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Si le groupement est attributaire de l'accord-cadre, le mandataire devra fournir les documents prouvant son habilitation à représenter le groupement.

Sans préjudice de l'article L. 2141-13 de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord-cadre public, sauf dans les cas prévus à l'article R2142-26.

Il est à noter que l'organisme se réserve le droit de demander à tout moment la communication de la convention constitutive du groupement. Chaque entreprise partie du groupement énumère la totalité des autres entreprises qui le constituent aux fins d'éviter la méconnaissance de l'ensemble des entités du groupement par l'un de ses constituants.

Le soumissionnaire prendra note de l'interdiction de se présenter en candidat unique et groupé à la fois. De plus, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même accord-cadre public.

6.3 Sous-traitance :

Conformément aux articles R2393-24 et suivants, le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre, sans avoir obtenu de la personne responsable de l'accord-cadre l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé à la personne responsable de l'accord-cadre ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant envisagé de chaque partie sous-traitée précisées, notamment la date d'établissement des prix et, le cas échéant, les modalités de variation de prix, le régime des avances, des acomptes, des réfections, des primes, des pénalités,
- lorsque le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant prévisionnel des sommes à payer au sous-traitant ainsi que les modalités de règlement de ces sommes.

Le silence de la personne responsable de l'accord-cadre gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Toutefois, lorsque la demande de sous-traitance est présentée avec l'offre de prestataire, la notification de l'accord-cadre emporte acceptation de sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Lorsqu'un sous-traitant doit être payé directement, le Titulaire est tenu, lors de la demande d'acceptation, d'établir que le nantissement dont l'accord-cadre a pu faire l'objet ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Dans tous les cas, le Titulaire demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'organisme des prestations sous-traitées.

6.4 Changement de situation du Titulaire :

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Organisme, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'Organisme.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société, soit d'une photocopie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire. Le nouveau Titulaire doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité du marché.

L'Organisme vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché.

6.5 Redressement ou liquidation judiciaire :

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire. Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié à l'Organisme par le Titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché. L'Organisme adresse à l'administrateur ou liquidateur une mise en demeure, lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois, à compter de l'envoi de cette mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci par l'administrateur ou le liquidateur.

7 - Régularité de la situation fiscale et sociale du Titulaire

7.1 Vérification périodique de la régularité de la situation du Titulaire :

En application du code de la commande publique, dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D 8222-5 du code du travail, la personne publique se fait remettre, par le Titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la Sécurité sociale émanant de l'Organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le Titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D8222-7 du code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Le Titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents cités ci-dessus, à la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne, en recommandé avec accusé de réception.

7.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées :

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, dans les cas suivants :

- a) en cas de non remise des documents mentionnés à l'article ci-dessus,
- b) en cas d'absence de régularisation de sa situation irrégulière suite au signalement par un agent de contrôle auprès de la personne publique,

La personne publique peut soit :

- appliquer les pénalités prévues à l'article L.8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 5% du montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail,
- résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent accord-cadre, aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

Dans le cas a), une mise en demeure est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle est assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, à compter de la date de sa notification. A défaut de fourniture des documents, la personne publique prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation, ou applique les pénalités. Dans le cas b), la procédure suivie est celle décrite à l'article L.8222-6 du code du travail.

7.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail :

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. En outre, le Titulaire est tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT), notamment lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Ces huit conventions fondamentales de l'OIT sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;
- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

Le Titulaire avise ses sous-traitants éventuels de ce que les obligations et dispositions considérées leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier de ce respect en cours d'exécution de l'accord-cadre, et pendant la période de garantie des prestations, en fournissant, sur simple demande de la personne publique, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants éventuels le respect des obligations et dispositions considérées.

En signant l'acte d'engagement du présent accord-cadre, le Titulaire s'engage sur l'ensemble des présentes dispositions ainsi qu'à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par la personne publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont spontanément et obligatoirement déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à sa disposition par la Caf 31, gratuitement, à l'adresse suivante <https://www/e-attestation>.

➔ Modalités d'inscription à la plateforme e-attestation :

- 1-Le Titulaire du présent accord-cadre communiquera les coordonnées de l'intervenant administratif en charge du dépôt des documents à la suite des alertes reçues sur leurs échéances.
- 2- L'Organisme créera le compte au nom de la société titulaire du marché.
- 3-L'intervenant référencé recevra un mail d'inscription permettant d'activer ce compte. Vigilance : ce courriel peut tomber dans les SPAMS.

7.4 Assurance responsabilité civile et professionnelle

Conformément à l'article 9 du CCAF/FCS, le Titulaire doit contracter une assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Organisme et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

A compter de la notification de l'accord-cadre, le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour produire une copie d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette attestation est à transmettre à l'Organisme chaque année, et ce, pendant toute la durée du présent accord-cadre.

8 - Modalités d'exécution des prestations

8.1 Prestation attendue

Généralités

- ☞ Les places réservées devront permettre l'accueil des enfants dès l'âge de **dix semaines jusqu'au jour de la rentrée à l'école, et jusqu'à 6 ans pour un enfant en situation de handicap**.
- ☞ Chaque place réservée devra permettre **l'accueil effectif d'enfants au moins 220 jours ouvrés dans l'année civile, du lundi au vendredi (jours non fériés)**.
- ☞ Les horaires d'ouverture de la structure doivent permettre l'accueil d'enfants dans une **amplitude horaire journalière minimum de 10 heures entre 8 h et 18h 30**.

Dispositions légales et réglementaires

Le Titulaire s'engage à respecter les dispositions légales et réglementaires prévues notamment par le Code de la santé publique relatives au fonctionnement des établissements d'accueil de la petite enfance, notamment les articles R 2324-16 à R 2324-47 issus du décret n°2007-230 du 20/02/2007.

Le Titulaire dispose d'une autorisation de fonctionnement en cours de validité délivrée par le Président du Conseil Départemental, et d'un agrément PMI pour une activité d'accueil collectif du type multi accueil ou crèche.

Descriptif des locaux et fonctionnement de la structure

Le gestionnaire doit justifier, au moment de la mise à disposition effective des places réservées, qu'il dispose des autorisations de fonctionnement nécessaires à l'activité.

Les personnels des établissements doivent pouvoir y accomplir leurs tâches dans des conditions satisfaisantes de sécurité, d'hygiène et de confort, en portant aux enfants une attention constante et en organisant de manière adaptée la satisfaction de leurs besoins, à savoir, les repas, le sommeil, le repos, les soins corporels, les activités de jeu et d'éveil.

Le Titulaire assure la gestion de sa ou de ses structures, prend en charge le prix du loyer, effectue tous les travaux nécessaires à l'entretien et à la conservation du ou des bâtiments, des aires de jeux et jardins attenants si nécessaire. Il s'engage à respecter les normes en vigueur concernant l'entretien des locaux et celles relatives à la restauration dans les collectivités d'enfants de moins de 4 ans. Il veille à ce que le matériel utilisé (mobilier et matériel pédagogique) soit conforme aux normes pour les enfants de moins de 36 mois.

Le projet d'établissement et le règlement intérieur doivent être accessibles et signés par les familles. Ils font obligatoirement l'objet d'une diffusion par voie d'affichage dans la ou les structures.

Toute modification relative au fonctionnement de la crèche sera portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur (exemples : mise à jour du règlement intérieur, changement de personnel) dans un délai d'un mois suivant l'apparition de cette modification.

En l'absence de transmission des modifications relatives au fonctionnement de la crèche, une pénalité pourra être décidée par le pouvoir adjudicateur après un premier avertissement pour manque de production d'un document signalant lesdites modifications.

Actions environnementales

Le Titulaire s'engage à prendre en compte dans le cadre de sa politique d'achat de consommables, fournitures et mobiliers les impacts sanitaires et environnementaux de ses produits (classe A et A+ pour les composés volatils, label NF environnement ou équivalent pour les produits d'entretiens et certaines fournitures, certification FSC, PEFC ou équivalent pour les produits issus de la transformation du bois, etc.).

Ces engagements concernent également les denrées alimentaires destinées aux enfants : Agriculture Biologique, AOC, Label Rouge, produits de saison.

Modalités d'admission des enfants

Les critères de sélection des enfants du personnel pour l'inscription en crèche seront définis par le pouvoir adjudicateur.

La Caf de la Haute-Garonne effectue le recensement auprès de son personnel des parents à la recherche d'une place de crèche, et les propose au Titulaire. Il est tenu d'accepter les enfants proposés par l'organisme dans le cadre des conditions d'admission applicables dans l'équipement concerné (répartition par âge, etc.), mais sans discrimination. Les revenus de la famille, un handicap ou une maladie chronique ne peuvent pas justifier le refus d'un enfant.

L'inscription définitive des enfants est toutefois laissée à la charge de l'établissement.

La structure devra adapter les contrats des familles au plus près de leurs besoins (nombre d'heure et journée d'accueil adaptée).

Vacances des places

La place est toujours réputée acquise pour la CAF en cas de vacances : la crèche ayant la possibilité de la faire occuper **temporairement**.

L'absence d'un enfant régulièrement inscrit, pour maladie ou autre absence temporaire et non définitive, n'est pas assimilée à une vacance de place.

La crèche devra obligatoirement communiquer à la Caf les vacances de places de plus de 8 jours pour motif autre que maladie ou raisons familiales survenues de façon inopinées. Cette communication sera accompagnée d'un programme de remplacement adopté par la crèche.

La crèche devra obligatoirement communiquer à la Caf les départs annoncés par les familles dans un délai de 8 jours maximum après en avoir eu connaissance.

Cette communication est une attente importante pour l'Organisme.

Dispositions relatives aux personnels

Le Titulaire s'engage à recruter du personnel qualifié.

Il s'engage à mettre à disposition un personnel professionnel de confiance, répondant en quantité et en qualité à la réglementation concernant les structures d'accueil à la petite enfance.

Le Titulaire assure également la gestion administrative et le suivi médical du personnel recruté (rémunération, formation, médecine du travail, droits et obligations du personnel).

Aucune personne ayant été condamnée pour des faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ne peut être recrutée comme personnel d'un établissement ou d'un service visé à l'article L2324-1 du code de la santé publique.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le Titulaire et de demander le remplacement des agents n'ayant pas la qualification ou la compétence suffisante pour l'exécution du marché.

Le Titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

Tout changement au sein du personnel ou dans l'organisation structurelle de la ou des structures doit être porté à la connaissance de l'organisme.

8.2 Dispositions financières

Subventions de la C.A.F

Le prestataire s'engage à percevoir la Prestation de Service Unique (P.S.U), à respecter les directives de la Caisse nationale des allocations familiales (C.N.A.F) et ne pas dépasser le seuil d'exclusion des établissements qui appliquent cette P.S.U.

Nota

Le seuil d'exclusion :

La mise en place du seuil d'exclusion de la Prestation de Service Unique (PSU) vise à optimiser le fonctionnement des établissements tout en contenant les prix de revient de ces derniers. Un équipement dont le prix de revient par heure réalisée dépasse le seuil d'exclusion peut perdre le bénéfice de la prestation de service. Il est rappelé que le prix de revient par heure réalisée se calcule en divisant le total des charges par le total des heures réalisées. Le taux du seuil d'exclusion du bénéfice des prestations de service est donné chaque année par le Service aux partenaires de la Caf en début d'année en même temps que le barème des prestations de service.

Participation des familles

Le Titulaire s'engage à appliquer le barème des participations familiales établi par la C.N.A.F.

Ce barème est calculé en fonction d'un taux d'effort variable selon les ressources et le nombre d'enfants à charge.

Nota

Taux d'effort et plafond :

L'application du taux d'effort défini par la Cnaf est obligatoire jusqu'à un plafond fixé annuellement.

Il prévoit d'instaurer pour chaque enfant un contrat d'accueil personnalisé, mentionnant le nombre d'heures de présence annuelles, les jours et heures de présence et le mode de calcul de la participation financière.

La participation de la famille couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris les repas principaux (midi et goûter), les soins d'hygiène, les couches et le matériel de puériculture.

Le pouvoir adjudicateur ne sera amené, en aucun cas, à supporter la défaillance d'une des familles ou des institutions ou organismes financiers, et ce, quel qu'en soit le motif.

En outre, le Titulaire accepte le chèque emploi service universel (C.E.S.U) comme moyen de paiement.

Confidentialité et sécurité

Le personnel de(s) la crèche(s) s'oblige à respecter une obligation générale de confidentialité et à ne divulguer à des tiers aucun renseignement relatif aux parents et aux enfants.

En cas de violation de ces dispositions, le marché peut être résilié par l'organisme de plein droit et sans indemnité, sans préjudice des poursuites éventuelles.

Obligation de discrétion

Le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements ou ces documents ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est de même de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du Titulaire à l'occasion de l'exécution de la prestation.

Mesures de sécurité particulières

Le Titulaire du marché s'engage à garantir une sécurité optimale pour le personnel, les enfants et leurs parents dans l'ensemble des espaces de l'établissement.

8.3 Communication et suivi de la prestation

L'Organisme attend du Titulaire une communication et un suivi fluide et régulier. En début de marché, une réunion de mise au point sera donc organisée avec les représentants de chacune des parties, afin de présenter notamment les interlocuteurs et les circuits d'échange.

A minima les attendus auprès du Titulaire sont les suivants :

-Reporting semestriel des taux d'occupations des places réservées par la Caf³¹ :

Comme indiqué au sein de l'article 8.1 sur les modalités sur les vacances de place, l'Organisme souhaite avoir une visibilité sur les berceaux occupés et vacants, afin de pouvoir répondre de manière efficace et réactive aux besoins d'accueil des agents.

Le Titulaire devra alimenter et transmettre, d'une part, une projection de réservation sur les 6 mois à venir et, d'autre part, un reporting sur les occupations réelles des 6 mois écoulés.

Ces tableaux devront porter sur les éléments suivants :

- Date de mise à disposition de la place.
- Nom de l'enfant l'occupant.
- Date de naissance.

- Date d'entrée.
- Nombre de jours hebdomadaires occupés.

-Réunion annuelle et bilan de l'année écoulée :

Lors de la réunion de démarrage, une date de rencontre annuelle sera planifiée avec les représentants des deux parties. A cette occasion, le Titulaire présentera un bilan faisant état des éléments suivants :

- Capacité d'accueil de la structure,
- Nombre d'enfants accueillis au cours de l'année civile,
- Taux de remplissage des berceaux réservés,
- Activités menées (éveil de l'enfant, développement durable, aménagement.)
- Bilan de la ou des enquête(s) de satisfaction éventuellement faite(s) par le prestataire auprès des familles au cours de l'année.
- Points d'amélioration et/ou de difficultés rencontrées.

-Convocation du Titulaire et visite des locaux :

À tout moment de l'exécution du marché, si l'Organisme le juge opportun, le Titulaire peut être amené à être convoqué pour une réunion de mise au point, à laquelle le correspondant désigné devra répondre favorablement.

De plus, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer des visites sur site au cours de l'exécution des prestations.

8.4 Désignation des correspondants

L'organisme comme le Titulaire, désignent chacun un ou plusieurs correspondants qualifiés, dont la liste nominative sera fournie dans la proposition.

Le candidat se doit de décrire lors de la rédaction de son mémoire technique, les moyens mis en œuvre pour répondre à toute demande de l'organisme, en détaillant plus particulièrement les conditions d'accès aux interlocuteurs du candidat :

- La ou les personnes ayant en charge le compte de l'organisme et le rôle de chacun,
- Leurs numéros d'appels,
- Le système d'escalade garantissant une réponse, pendant les heures et jours ouvrés et en dehors.

Si l'Organisme n'est pas satisfait de l'interlocuteur désigné, le Titulaire proposera dans les meilleurs délais, un remplaçant en capacité d'assurer le suivi de la prestation.

9 - Pénalités

Dans le cas où la subvention reçue par l'organisme dans le cadre Contrat Territorial Réservataire Employeur (ex-Contrat Enfance Jeunesse) serait réduite pour défaut de respect des conditions fixées dans ce dernier, la différence entre la subvention maximale et la subvention effectivement perçue par l'organisme sera prise en charge par le Titulaire. Ces dispositions s'appliquent indépendamment de la durée du marché.

- 1- Si au cours de l'exécution du contrat, le prestataire ne respecte pas un ou plusieurs engagements décrits dans le cahier des charges ou dans son offre, une première mise au point écrite lui sera adressée, comportant les améliorations à apporter dans les délais imposés.
- 2- Si les corrections demandées ne sont pas atteintes, l'Organisme enverra une deuxième mise au point et se réserve le droit d'appliquer une pénalité forfaitaire de 100 euros retenue sur la prochaine facture ou bien un avoir sera établi.
- 3- L'absence de résultat émanant de la deuxième mise au point entraînera la résiliation pour faute décrite dans le présent document.

Selon la nature de la défaillance, il est également envisagé que le prestataire soit convoqué à une rencontre avec les représentants de l'Organisme afin d'établir les corrections à amener.

10 - Résiliation du marché

L'Organisme se réserve le droit de mettre un terme de l'accord-cadre pour les motifs suivants :

- La résiliation de plein droit, n'ouvrant à aucun droit à indemnité

Ce type de résiliation intervient en cas de **force majeure** ou de **disparition du Titulaire** de l'accord-cadre (décès, faillite ou incapacité civile). Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

- La résiliation pour motif d'intérêt général

L'Organisme se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre pour **motif d'intérêt général**, notamment après constatation évidente de la disparition du besoin remettant en question l'exécution de la prestation. Cette résiliation peut également être la résultante de garanties insuffisantes de la part du Titulaire pour remplir ses obligations.

Dans ce cas, le Titulaire a droit à une indemnité prenant en compte les dépenses engagées ainsi que le gain manqué. Le montant de ce dédommagement sera négocié par les parties et donnera lieu à la conclusion d'une transaction.

- La résiliation pour faute du Titulaire

Outre les cas énumérés au chapitre 7 du CCAG-FCS, l'accord-cadre sera résilié au tort du Titulaire en cas de non-respect des obligations en termes de lutte contre le travail dissimulé et en cas de non-respect des dispositions du cahier des charges.

L'Organisme optera soit pour une résiliation simple, soit pour une résiliation aux frais et risques du Titulaire. Dans ce dernier cas, à l'issue de l'article 36 du CCAG-FCS, l'Organisme fera procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire. L'augmentation des dépenses par rapport aux prix de l'accord-cadre sera à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profitera pas.

11 - Responsabilité civile

Le Titulaire est civilement responsable de son personnel. Il est donc responsable des dommages matériels et corporels qui pourraient atteindre des tiers à l'occasion de l'exécution des tâches.

Le Titulaire devra justifier par une attestation produite avec l'exécution du contrat, qu'il est Titulaire d'une police d'assurance individuelle chef d'entreprise, contractée auprès d'une compagnie de solvabilité notoire et couvrant les conséquences pécuniaires causées du fait de son activité dans les lieux.

12 - Emission de bons de commande

Le présent marché s'exécute sous forme de bons de commandes comportant les éléments suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- le nombre de berceaux réservé,
- la durée d'occupation,
- le nom de l'interlocuteur sur le site,
- les noms et qualité du signataire du bon de commande.

En termes de planification, des bons de commandes annuels seront établis sur la base du calendrier de disponibilité des places proposé par la structure et selon le besoin de l'Organisme.

Ces bons de commandes seront renouvelés annuellement à la date d'anniversaire du bon initial, tant que le besoin est maintenu et en cours d'exécution pour les nouveaux besoins dans la limite du respect du maximum autorisé de 5 berceaux.

L'Organisme se réserve le droit de passer un bon de commande jusqu'à la date d'expiration du présent accord-cadre.

L'exécution du bon de commande ne pourra pas aller au-delà des 6 mois du terme de l'Accord-Cadre.

La commande sera émise par mail (achats-marches@caf31.caf.fr).

13 - Modification du contrat en cours d'exécution

L'Organisme se réserve le droit, d'apporter des modifications du contrat en cours d'exécution dans le cadre des motifs suivants :

Article L2194-2 du Code de la Commande Publique : prestations supplémentaires devenues nécessaires, sous réserve du respect de deux conditions :

- La modification ne doit pas entraîner une augmentation de 50 % du montant initial.
- Le changement de contractant est impossible pour des raisons techniques ainsi qu'économiques, et présente également un inconvénient majeur ou entraîne une augmentation substantielle des coûts.

Article L2194-3 du Code de la Commande Publique : circonstances imprévisibles, sous réserve que cette modification n'entraîne pas une augmentation de 50 % du montant initial.

Article R 2194-7 du Code de la Commande Publique : si en cours d'exécution du marché, le besoin évolue à la hausse, un échange sera établi avec le candidat suivi de la passation d'un avenant, dans le respect de l'article cité.

Article R 2194-8 du Code de la Commande Publique : modifications inférieures à 10 % du montant initial.

Dans le cadre de ces hypothèses, les parties se rencontreront dans les meilleurs délais afin de définir de nouvelles conditions tarifaires qui devront être économiquement acceptables par les deux parties.

Suite à la validation du devis, un avenant sera établi prenant en compte la modification, suivi éventuellement d'un bon de commande.

14 - Prix et règlement des comptes

14.1 Modalités de détermination des prix

Le marché est passé en application du prix unitaire figurant dans l'offre de prix annexée à l'acte d'engagement du Titulaire. Il s'agit du prix d'occupation d'une (1) place (berceau) pour une (1) année. Ce prix unitaire est appliqué au nombre de places réservé par l'Organisme.

Ce prix est réputé comprendre tous les frais supportés par le gestionnaire de l'équipement, quel qu'en soit la nature, pour le service rendu dans le cadre du présent marché.

14.2 Révision des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres, appelé mois « Mo ».

Ils sont ensuite révisés annuellement, à 1 mois avant la date anniversaire de l'exécution du marché, par application de la formule de calcul suivante :

$$P = P_o \times 0.25 + 0.75 \times \left(0.7 \times \frac{S_n}{S_o} + 0.3 \times \frac{IRL_n}{IRL_o} \right)$$

dans laquelle :

P est le nouveau prix unitaire du marché applicable pour la nouvelle année d'exécution

P_o est le prix unitaire en cours de validité à la date de la révision

S est l'indice trimestriel des salaires mensuels de base de l'ensemble des salariés – secteur santé et action sociale. Identifiant Insee : 1567446

IRL est l'indice trimestriel de référence des loyers

S_n et **IRL_n** sont les dernières valeurs publiées et définitives de ces indices du mois précédant la date d'anniversaire du marché

S_o et **IRL_o** sont les valeurs de ces indices publiées au titre du mois de remise des offres

Les indices IRL et 1567446 sont publiés sur le site de l'Insee.

Dans le cas où l'un ou l'autre de ces indices cesserait d'être publié, il est entendu qu'il sera remplacé dans la formule ci-dessus par l'indice proposé par l'Insee.

Les demandes de révision des prix sont adressées à l'Organisme par le Titulaire, sous la forme d'un mémoire de révision, 1 mois minimum avant la première facture concernée. Ce mémoire de révision donne le détail du calcul et le nouveau prix unitaire du marché. Il est soumis à validation de l'Organisme.

Si l'application de la clause de révision conduit à une augmentation excédant 5% sur une année, l'Organisme se réserve le droit de résilier le marché sans que le Titulaire puisse prétendre à une indemnisation.

14.3 Nantissement - Cession de créance

Il sera fait application des articles 127 et suivants du décret. L'acheteur remet au Titulaire, à sa demande, soit une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée par lui indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au Titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché public, soit un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire en tant que pièce justificative pour le paiement.

S'il est procédé à une modification dans la désignation du comptable ou dans les conditions du règlement du marché public, l'acheteur annote l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité d'une mention constatant la modification.

Dans le cas d'un marché public exécuté par un groupement conjoint, il est délivré à chaque entreprise un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité limité au montant des prestations qui lui sont confiées.

Dans le cas d'un marché public exécuté par un groupement solidaire, il est délivré un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité au nom du groupement, dès lors que les prestations réalisées par les entreprises ne sont pas individualisées. Si les prestations sont individualisées, un exemplaire unique ou un certificat de cessibilité correspondant à la prestation qu'elle exécute est délivré à chaque entreprise.

Le bénéficiaire d'une cession ou d'un nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cette cession ou ce nantissement au comptable public assignataire.

Ce bénéficiaire encaisse seul, à compter de cette notification ou signification au comptable, le montant de la créance ou de la part de créance qui lui a été cédée ou donnée en nantissement.

En cas de sous-traitance prévue dès la passation du marché public, le Titulaire indique dans son offre la nature et le montant des prestations qu'il envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct. Ce montant est déduit du montant du marché public pour déterminer le montant maximum de la créance que le Titulaire peut céder ou donner en nantissement.

14.4 Taxe sur la valeur ajoutée

Tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés sans TVA, la TVA n'étant pas facturable en application de la loi n°2007-290 du 5 mars 2007.

14.5 Liquidation des dépenses

Il sera accepté l'émission d'une facture semestrielle à terme à échoir à compter de la réservation de chaque place par l'Organisme.

Chaque facture devra être accompagnée d'un tableau d'occupation des places/ planification (date de mise à disposition de la place, nom de l'enfant l'occupant, date de naissance, date d'entrée).

Il sera fait application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original et deux copies portant les mentions légales.

Le délai global de paiement est de 30 jours.

En cas d'intérêts moratoires, sera appliqué le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les paiements sont effectués suivant les règles de la Comptabilité Publique dans les conditions prévues par les décrets susvisés.

L'Organisme se libérera de la somme due en faisant porter le montant de celle-ci au crédit du compte bancaire ou postal dont le Titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet.

14.6 Avance forfaitaire

Conformément à l'article R2191-3 une avance est accordée au Titulaire lorsque le montant initial du marché public est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Cette avance est calculée sur la base du montant du marché diminué, le cas échéant, du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance est égal à 30 % dont les modalités de calcul sont annoncées à l'article R 21917 du Code de la Commande Publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire, par précompte sur les sommes dues, à savoir la facturation semestrielle à terme échoir.

Il doit, en tout état de cause, être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées

14.7 Etablissement de la facture

Les paiements sont effectués suivant les règles de la Comptabilité Publique dans les conditions prévues par les décrets susvisés. Le comptable assignataire est la Directrice Financière de la Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne.

Les factures seront adressées prioritairement par voie dématérialisée à achats-marches@caf31.caf.fr ou sur [Chorus Pro](#)

ou par voie postale à l'adresse suivante :

Caisse d'Allocations Familiales de la Haute-Garonne
Service Administration générale
24 Rue Riquet
31046 TOULOUSE CEDEX 9

Les stipulations du présent accord-cadre s'appliquent, sans exception ni réserve, à l'ensemble des liens et services qui seront mis en service durant la période d'exécution dudit accord-cadre.

Les factures porteront toutes, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La référence de l'accord-cadre et numéro du bon de commande ;
- Le nombre de place commandées ;
- La durée de la réservation ;
- Le lieu ;
- Le prix HT semestriel et annuel du berceau ;
- Le total HT des berceaux.

15 - Protection des données-Propriété intellectuelle

Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions issues de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et notamment ses articles 34 et 35.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données »).

Le Titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés ;
- ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir le pouvoir adjudicateur ainsi que le personnel chargé par le Titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent marché et d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci ;
- ne conserver aucune copie des produits réalisés, des documents et des fichiers informatiques à l'issue du marché et produire l'attestation de la destruction de ces données, dûment signée par une personne habilitée ;
- prendre toutes mesures pour assurer la confidentialité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique utilisé dans le cadre du présent marché.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du nouveau code pénal.

L'Organisme pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Le Titulaire s'engage également à faire respecter les dispositions du présent article par son personnel et par toute personne qui interviendrait directement ou indirectement pour son compte, notamment ses sous-traitants. Il conclut par ailleurs avec ces derniers un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent article, afin d'assurer notamment la mise en œuvre des mesures de

sécurité et de confidentialité conformément à l'article 34 de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

L'Organisme se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par le Titulaire que par ses sous-traitants éventuels. Pour ce faire, il se réserve notamment le droit de demander, à tout moment, au Titulaire, communication de l'engagement de sécurité et de confidentialité prévu au précédent alinéa.

Le non-respect des obligations décrites au présent article peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du Titulaire. La responsabilité de celui-ci peut également être engagée sur le fondement des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Ces obligations demeurent valables y compris après la fin du présent marché.

L'Organisme s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le Titulaire qu'il recevrait de celui-ci.

De, le Titulaire est soumis à l'article 5 du CCAG Pl. A ce titre, les résultats du marché sont couverts par une obligation de confidentialité.

Dispositions spécifiques aux traitements de données à caractère personnel

La Caf de la Haute-Garonne reste propriétaire des supports informatiques qu'elle fournit, et de tous documents de quelques natures qu'ils soient résultant de leur traitement par l'entreprise attributaire du présent marché.

Droits d'informations des personnes concernées

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec la Caf de la Haute-Garonne avant la collecte de données.

Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider la Caf de la Haute-Garonne à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de la Caf de la Haute-Garonne et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet des prestations prévues par le présent contrat.

Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie par mail à la Caf toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'Organisme si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Mesures de sécurité

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ; une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Désignation d'un DPO (Data Protection Officer)

Le Titulaire s'engage à communiquer à la Caf de la Haute-Garonne le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen.

Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement de la Caf de la Haute-Garonne contractant pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données de la Caf.
- les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement.

Documentation

Le Titulaire met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Sort des données

Au terme du contrat, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à la Caf.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

16 - Litiges

En matière de litiges relatifs au présent marché, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

Tout litige éventuel relatif à la passation du marché, sera soumis au

Tribunal de Grande Instance de Bordeaux,
30 rue des frères Bonie,
33000 Bordeaux.

17 - Dérogations aux documents généraux

L'article 3 déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 9 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Jean-Charles PITEAU

*Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de la
Haute Garonne,
(Le pouvoir adjudicateur)*